pied, du poisson salé et du bois d'oeuvre, ce pourcentage se situe maintenant tout près de 70 p. 100. Voilà ce que les progressistes conservateurs appellent le progrès!

Nous sommes passés d'une situation de libre-échange à 80 p. 100 à une situation de libre-échange à 70 p. 100. A mon avis, le gouvernement ne s'est pas intéressé à l'aspect pertinent de nos rapports commerciaux. Je crois qu'il n'a pas du tout abordé la question du règlement des conflits. Pratiquement 80 p. 100 de nos produits circulaient sans entrave avant le début des prétendus pourparlers. Notre principal problème était celui de savoir composer avec les initiatives de la Commission du commerce international qui relève du département du Commerce des États-Unis. Cet organisme quasi judiciaire peut agir beaucoup plus rapidement que tout autre organisme canadien analogue. Ses activités ont pris de l'ampleur à la faveur de la réaction protectionniste des agriculteurs—de tous les producteurs, en fait—des États-Unis, face à la détérioration de leur position concurrentielle par rapport au reste du monde. Nous nous faisons constamment traîner devant ce tribunal à la demande des producteurs américains. Même après nous être soumis au mécanisme et avoir prouvé que nos produits ne sont pas subventionnés ou quoi que ce soit, ils continuent à nous harceler. La question du bois d'oeuvre n'est qu'un problème parmi d'autres. Nous avons montré il y a trois ou quatre ans que notre calcul des droits de coupe ne comportait pas de subventions injustifiées. Dernièrement, nous avons dû nous défendre devant la Commission du commerce international. Après avoir négocié, le gouvernement a affaibli à tel point notre position que nous ne pouvons plus exporter sans contraintes financières qu'environ 70 p. 100 de nos produits, alors que le taux était de 80 p. 100 au départ.

La motion à l'étude constitue une tentative du gouvernement pour modérer la position de ceux qui, comme mes collègues et moi-même, ont examiné la question avec sérieux et réalisme. Le gouvernement tente de nous persuader ainsi qu'il ne permettra jamais que la protection de notre souveraineté, de nos programmes sociaux, de nos systèmes de commercialisation des produits agricoles, de notre industrie automobile et de notre identité culturelle très particulière fasse l'objet de négociations directes. Parce qu'il dispose d'une forte majorité à la Chambre, la motion sera adoptée. Les 208 députés conservateurs veilleront à ce qu'elle le soit. Fort de ce succès, le gouvernement poursuivra donc les négociations.

Peu importe l'adoption de cette motion, les Canadiens n'en croiront pas pour autant que leur culture, leur agriculture, leurs programmes sociaux et leur identité culturelle sont à l'abri.

• (2130)

M. McDermid: Monsieur le Président, j'ai écouté avec beaucoup d'attention tout le débat d'aujourd'hui.

M. Gauthier: Nous l'avons remarqué.

M. McDermid: Je suis heureux que le député l'ait remarqué. Je voudrais vous citer deux passages tirés du numéro du 14 mars 1987 du *Citizen* qui pourraient, selon moi, expliquer les difficultés que les libéraux éprouvent à l'heure actuelle. Au sujet des libéraux, voici ce qu'on peut lire:

> Cependant, ils sont paralysés, car ils n'ont pas encore réussi à s'entendre sur une politique relative au libre-échange alors que le premier ministre Mulroney a soulevé pour la première fois l'idée d'ouvrir des négociations sur le libre-échange avec les Américains voilà maintenant deux ans et que quelque quatre mois se sont écoulés depuis leur congrès.
>
> M. Turner a dû nommer un comité de députés qui a travaillé fort avant dans la nuit au cours du week-end, afin de tenter d'établir une position . . .

M. Althouse: Monsieur le Président, j'hésite à invoquer le Règlement, car j'aime bien ce que le député dit des libéraux, mais je ne suis pas certain que son intervention soit pertinente. Sauf erreur, les observations doivent concerner l'intervention du député précédent. Je crains fort, malheureusement, de ne pas avoir parlé du tout des libéraux.

M. le vice-président: Je suis persuadé que le député fera en sorte que ses observations soient pertinentes. Sinon elles seront irrecevables.

M. McDermid: Je m'adresserai au député dans un quart de seconde, si l'on veut bien ne permettre simplement de terminer cette phrase. On ajoute dans l'article:

> . . . une position pour le débat de lundi, qui ne les couvre pas de ridicule.

Manifestement, les libéraux se couvrent de ridicule aujourd'hui. La motion est, semble-t-il l'oeuvre du député de Saint-Henri—Westmount (M. Johnston) qui est en faveur du libre-échange, du député de Winnipeg—Fort Garry (M. Axworthy), qui est contre et du très honorable député, qui est à la fois pour et contre. C'est exactement l'impression que l'on a.

Pour en revenir à mon honorable collègue qui vient de terminer son discours, je peux vous dire, monsieur le Président, qu'il a cité tous les Américains et ce qu'ils souhaitaient. Il a semé la crainte dans le secteur agricole. Il n'a rien dit de la déclaration d'aujourd'hui du ministre de l'Agriculture (M. Wise) ni de la position qu'il a adoptée ou de celle du gouvernement dans le cadre de ces négociations. Il a parlé de ce que voulaient les Américains. Les négociations ne sont pas à sens unique de par leur nature. Le député a parlé du protectionnisme accru. C'est exact. Il y a un protectionnisme accru, et c'est exactement la raison pour laquelle le gouvernement a amorcé ces négociations. Notre premier ministre (M. Mulroney) a vu venir le protectionnisme et a voulu l'enrayer. Il a voulu protéger nos marchés. Le député a parlé de la disparition du marché de libre-échange qui a été le nôtre si longtemps. Ce n'est pas du tout à cause des négociations qu'il disparaît. Le gouvernement a pris l'initiative de ces négociations pour faire cesser le protectionnisme aux États-Unis et obtenir un accord bilatéral qui soit raisonnable et avantageux pour les Canadiens.

J'ai une question à poser au député. Les néo-démocrates ont parcouru le pays en semant partout la crainte sur maintes questions. Ils ont commencé il y a une vingtaine d'années avec l'Accord sur l'automobile. Ils disaient que cet Accord serait un échec, que nous perdrions des milliers d'emplois. Jusqu'à la fin des années 1970, leur chef, le député d'Oshawa (M. Broadbent) insistait pour qu'on le renégocie. Il a maintenant changé d'air. Il disait alors que l'accord ferait perdre des milliers d'emplois. Lorsque le ministre des Finances (M. Wilson) a présenté son exposé financier en 1984, les néo-démocrates ont dit qu'il ferait perdre au Canada 100 000 emplois. Nous savons tous que depuis lors, le gouvernement a créé 700 000 nouveaux emplois. Puis les néo-démocrates ont déclaré que le problème des bardeaux ferait disparaître 5 000 emplois. Nous savons tous ce qui est arrivé. Ce secteur travaille de nouveau presque